

viani à la Chambre française au cours d'une séance mémorable — n'est pas seulement ce qu'il y a de plus noble, mais aussi ce qu'il y a de plus utile » (14 juin 1917). Dans la terrible tourmente de nos jours, le principe idéal de la liberté des peuples demeure le seul rempart contre les entreprises du militarisme féodal ; le seul instrument de tout progrès véritable, harmonieusement et librement accepté, un dans ses tendances et multiple dans ses manifestations.

Munie de la preuve qu'elle avait le droit de nous demander, l'Europe, à son tour, ne voudra pas laisser protester la signature qu'elle a apposée sur les valeurs que les meilleurs de ses hommes d'Etat ont mises en circulation depuis le commencement de la guerre mondiale. Avec un rare bonheur d'expression, dû précisément à la force naturelle et irrésistible du principe de nationalité, Winston Churchill, dès le mois de septembre 1914, déclarait : « Nous voulons que cette guerre remanie la carte de l'Europe selon le principe de nationalité, selon le vrai désir des peuples qui habitent les territoires contestés. Après tant de sang versé » (et on n'en était encore qu'à la bataille de la Marne) « nous voulons une paix qui délivre les races et qui restaure l'intégrité des nations ». Et Sir Edward Grey (septembre 1914) : « Nous voulons que les nations de l'Europe soient libres de vivre leur vie indépendante et de poursuivre, cha-